



ANNUAL MEETINGS
2018 | indonesia
INTERNATIONAL MONETARY FUND
WORLD BANK GROUP

October 12, 2018 (F)

Allocution de **JIM YONG KIM**,
Président du Groupe de la Banque mondiale,
devant les Conseils des gouverneurs du Groupe de la Banque mondiale
réunis en séance plénière annuelle

Discours du Président du Groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, à la plénière des Assemblées annuelles 2018

Jim Yong Kim, Président du Groupe de la Banque mondiale

Plénière des Assemblées annuelles 2018

Bali, Indonésie

Seul le rendu fait foi

Monsieur le président Orpo, Excellence, M. Jokowi, Madame Lagarde, Mesdames et messieurs les Gouverneurs, Mesdames et messieurs les ministres, Chers amis,

Bienvenue aux Assemblées annuelles 2018 du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale. C'est un honneur d'être ici à Bali et nous sommes particulièrement heureux de l'accueil très chaleureux que nous ont réservé le président Joko Widodo, le ministre Luhut Pandjaitan, la ministre Sri Mulyani Indrawati, le gouvernement et le peuple indonésiens.

Saya menyampaikan belasungkawa yang mendalam atas kehilangan jiwa dan kerusakan di Sulawesi Tengah dan Lombok.

Kami semua di Grup Bank Dunia siap mendukung pemerintah dan rakyat Indonesia.

Nous sommes de tout cœur avec l'Indonésie. Ce pays dont le peuple est résilient et uni sortira fortifié de l'épreuve qu'il traverse.

Je voudrais prendre quelques instants pour remercier nos Gouverneurs, nos Administrateurs et le personnel dévoué de nos services à travers le monde pour avoir réussi une augmentation de capital historique. Merci de nous faire confiance et de nous donner plus de ressources pour affronter les défis les plus importants auxquels notre planète est confrontée, à l'instar des tragédies qui ont frappé l'Indonésie cette année.

Les catastrophes naturelles de Lombok et Sulawesi nous rappellent pourquoi nous nous retrouvons chaque année. Nous devons convenir des moyens de continuer de répondre aux grands enjeux qui interpellent nos clients :

- Comment les aider à renforcer leur résilience face aux catastrophes naturelles telles que les séismes et les tsunamis et à agir sur les chocs climatiques qui les exacerbent ?
- Comment les pays peuvent-ils gérer les niveaux d'endettement pour éviter de freiner la croissance économique ?
- Comment aider les pays à investir dans leurs populations et à se préparer à affronter un avenir de plus en plus complexe ?
- Et surtout - qu'est-ce qu'il nous en coûtera de promouvoir la croissance économique et d'aider les populations à sortir de la pauvreté partout dans le monde ?

Nous nous réunissons ici cette semaine pour partager de nouvelles idées et stratégies qui nous permettront de répondre à ces questions et d'accélérer les progrès vers la réalisation de notre double objectif, à savoir mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030 et promouvoir une prospérité partagée parmi les 40 % les plus pauvres de la planète.

Notre rapport semestriel sur la pauvreté et la prospérité partagée (*Poverty and Shared Prosperity report*), qui sera rendu public la semaine prochaine, présente les progrès accomplis et le chemin qu'il nous reste à parcourir. Au cours des 25 dernières années, plus de **1 milliard de personnes** ont réussi à s'extirper de l'extrême pauvreté. Le taux de pauvreté mondial est de **10 %** environ, le plus bas jamais enregistré.

C'est l'une des plus grandes victoires de notre temps, mais **736 millions de personnes** vivent encore dans l'extrême pauvreté, c'est-à-dire avec moins de **1 dollar et 90 cents** par jour. Le quart de la population mondiale vit avec moins de **3 dollars et 20 cents** par jour, le seuil de pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure. Et la quasi-moitié de la population de la planète vit avec moins de **5 dollars et 50 cents** par jour, le seuil de pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure.

La dynamique de la réduction de la pauvreté ralentit également, ce qui signifie que nous devons accélérer les efforts menés dans le cadre des trois axes d'intervention de notre stratégie pour atteindre notre double objectif. Ainsi, nous devons :

- Premièrement, encourager une croissance économique solidaire et durable en faisant appel aux investissements privés, aider les pays à gérer leurs niveaux d'endettement et utiliser le pouvoir des technologies, notamment la technologie financière ou fintech ;
- Deuxièmement, renforcer la résilience face aux dérèglements climatiques et d'autres menaces en agissant impérativement sur le changement climatique, et aider les pays à mutualiser les risques de catastrophe avec les marchés financiers ;
- Troisièmement, aider les pays à investir davantage et plus efficacement dans leurs populations pour se préparer face à un avenir dans lequel le numérique prendra de plus en plus de place.

Nous nous sommes concentrés sur ce troisième axe au cours du dernier exercice. Nous agissons, animés de ce que Martin Luther King appelait « un sentiment d'urgence », en raison de deux importantes évolutions que nous observons dans toutes les régions :

D'abord, les aspirations augmentent partout dans le monde. Grâce aux smartphones, à l'Internet et aux réseaux sociaux, tout le monde, ou presque, sait comment vit chacun. Nos économistes ont établi que cela changeait le revenu de référence des individus, c'est-à-dire le revenu auquel ils comparent le leur, qui agit comme un puissant accélérateur d'aspirations.

Et il ne fait aucun doute que les aspirations continueront de monter. Certaines études ont estimé que d'ici 2025, les **8 milliards d'habitants** que compte la planète pourraient avoir accès au haut débit et que pratiquement tout le monde aura probablement accès à un smartphone.

Puis, les technologies transforment la nature du travail et c'est la thématique développée cette année dans le *Rapport sur le développement dans le monde*. Les technologies et l'automatisation remplacent une myriade de tâches et suppriment certains emplois. Les innovations modifient aussi le champ des emplois existants, en créant de nouveaux métiers et en ouvrant des professions qui n'existaient pas il y a quelques années.

Ainsi, si les technologies contribuent à amplifier les aspirations et à changer la nature du travail, nous allons devoir répondre à des questions difficiles : que vont faire les gens ? comment subviendront-ils aux besoins de leurs familles ? comment réaliseront-ils leurs ambitions dans un monde de plus en plus complexe ?

La bonne nouvelle, c'est que nous savons mieux que jamais comment aider les pays à se préparer à cet avenir. La clé c'est d'investir efficacement dans la personne, c'est-à-dire s'assurer que les individus développent la santé, les connaissances et les aptitudes dont ils auront besoin pour réaliser pleinement leur potentiel.

Hier, nous avons présenté un nouvel outil qui devrait renforcer le plaidoyer en faveur de tels investissements. Il s'agit du premier Indice de capital humain. C'est une mesure sommaire du capital humain qu'un enfant né aujourd'hui peut espérer atteindre à 18 ans, compte tenu des risques liés à la santé et à l'éducation inhérents au pays dans lequel il vit.

L'Indice se concentre sur les résultats, et non les interventions, dans trois domaines :

- **Survie** : Quelles sont les chances qu'un enfant né aujourd'hui atteigne ses 5 ans ?
- **Scolarité** : Combien d'années de scolarité achèvera-t-il et, surtout, quels seront ses acquis ?
- **Santé** : Les enfants auront-ils un retard de croissance avant leurs 5 ans ? et quitteront-ils l'école en bonne santé, prêts à travailler et dotés du bagage nécessaire pour continuer d'apprendre tout au long de leur vie ?

Vous avez certainement vu ces chiffres, mais je voudrais dire ce qu'ils signifient :

- Nous avons étudié l'incidence de la santé et de l'éducation sur la productivité de la prochaine génération de travailleurs. Les notes attribuées aux pays se situent dans une fourchette de **0 à 1**.
- La note de **1** n'est possible que si un enfant qui naîtrait aujourd'hui peut espérer jouir d'une parfaite santé, par définition ne pas avoir de retard de croissance et survivre jusqu'à au moins l'âge de 60 ans, et achever sa scolarité, c'est-à-dire avoir fait 14 années d'études de qualité à l'âge de 18 ans.
- En clair, une note de **0,70** signifie que les potentiels revenus à venir des enfants nés aujourd'hui seraient de **30 % inférieurs** à ce qu'ils auraient été si ces enfants avaient bénéficié d'une éducation et d'une santé optimales.

L'Indice de capital humain devrait nous aider à réorienter le débat sur le capital humain. Au cours des dernières décennies, nous nous sommes appuyés sur les bailleurs de fonds et les appels du cœur pour investir dans la prochaine génération. Ces appels ont porté leurs fruits et le financement en faveur de la santé et de l'éducation dans le monde s'est considérablement accru.

Des initiatives comme le PEPFAR et le Fonds mondial, dédiés à la lutte contre le sida, ont eu un énorme succès, mais ces efforts ne résoudre pas le problème, quand bien même l'aide publique au développement augmenterait de façon spectaculaire.

L'Indice établit un lien direct entre de meilleurs résultats dans les domaines de la santé et de l'éducation et la croissance économique future. Il montre très clairement aux dirigeants des pays que leurs travailleurs seraient bien plus productifs s'ils jouissaient d'une parfaite santé, étaient instruits et dotés des compétences indispensables dans le monde de demain.

À titre d'illustration, le PIB par travailleur d'un pays qui enregistrerait une note de **0,50** pourrait être **deux fois plus élevé** si les résultats dans ces domaines étaient optimisés. En l'espace de 50 ans, cela représenterait un accroissement annuel du PIB de l'ordre de **1,4 %**.

Le développement du capital humain est une entreprise de longue haleine qui, à terme, se traduit par une croissance plus rapide et moins de pauvreté. Nous avons fait des simulations pour déterminer ce qu'il adviendrait si tous les pays amélioreraient leurs résultats en termes de capital humain, pour atteindre les taux enregistrés dans le premier quartile des pays les plus performants au cours des dix dernières années. Dans une telle démarche, ambitieuse mais réaliste, la pauvreté dans le monde serait deux fois moindre en 2050 que si les pays ne consentaient pas les efforts nécessaires. Et les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire en seraient les principaux bénéficiaires.

Jusqu'ici, **28 pays** ont très vite adhéré à notre projet de développement du capital humain et nous travaillons à leurs côtés pour combler les lacunes en matière de santé et d'éducation et concevoir des plans nationaux en vue d'améliorer ces secteurs. Voici brièvement quelques exemples :

- Le Pérou est résolu à accroître ses recettes fiscales pour améliorer les résultats dans les secteurs de la santé et de l'éducation d'ici 2021. Le pays vise un taux de scolarisation de 95 % dans l'enseignement préscolaire et la quasi-universalisation de la couverture sanitaire.

Il s'appuie sur les succès enregistrés dans la réduction du retard de croissance. En 2008, **28 %** des petits péruviens souffraient de retard de croissance. La Banque mondiale a apporté son appui à un solide programme de transferts monétaires dans des communautés cibles mis en œuvre par le pays pour venir en aide aux mamans pauvres

et s'assurer que leurs jeunes enfants recevaient une alimentation et une stimulation appropriées. En l'espace de sept ans seulement, le Pérou a réduit de moitié le taux de retard de croissance, le ramenant à **14 %**. Nous aidons à appliquer les enseignements tirés de l'expérience du Pérou partout dans le monde, notamment ici en Indonésie.

- La Pologne, pays à revenu élevé qui collabore avec nous au développement du capital humain, a de précieuses leçons à partager. Les réformes menées par le pays au début du siècle dans le secteur de l'éducation ont considérablement amélioré l'apprentissage. La politique la plus remarquable est celle qui introduit 3 années études dans l'enseignement secondaire général pour tous les élèves avant leur orientation vers des formations professionnelles ou universitaires. Le résultat direct de cette réforme est qu'entre 2000 et 2006, la Pologne a amélioré sa moyenne pour se classer au 9^e rang dans le cadre de l'évaluation des compétences en lecture faite par le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA).
- L'Éthiopie se remet d'une période de crise politique et sociale. Dans son discours d'investiture, le Premier ministre Abiy a affirmé que l'éducation était l'une des principales solutions aux problèmes que connaît le pays. Il a promis que le gouvernement redoublerait d'efforts en mettant résolument l'accent sur la qualité de l'éducation. Nous sommes disposés à travailler avec le Premier ministre Abiy pour soutenir le développement du capital humain, parallèlement aux réformes économiques.
- L'Égypte a réduit les subventions régressives à l'énergie pour investir dans toutes les dimensions du capital humain. Il y a quatre ans, les subventions à l'énergie représentaient **6,6 %** du PIB – une part plus importante que celle que le gouvernement consacrait à la santé, l'éducation et la protection sociale réunies. Nous avons contribué à mobiliser les investissements du secteur privé pour soutenir la transition vers l'énergie solaire, ce qui a élargi la marge budgétaire de l'État de quelque **14 milliards de dollars** par an.

L'Égypte a utilisé ces ressources pour : mettre en œuvre deux nouveaux programmes de transferts de fonds qui bénéficient désormais à **9,5 millions de personnes** ; accroître de **300 %** les subventions alimentaires destinées aux plus démunis ; élargir son programme de repas scolaires, qui couvre **12 millions d'enfants**. L'Égypte a amorcé une

transformation de l'ensemble de ses systèmes de santé, d'éducation et d'assainissement en milieu rural, notamment en changeant les mesures incitatives pour obtenir de meilleurs résultats.

- Lors des dernières Assemblées annuelles, le président Paul Kagame a aidé à plaider en faveur du capital humain, et le Rwanda a fait de la réduction du retard de croissance une priorité nationale. Ce pays cible les enfants de moins de deux ans des quartiers les plus durement touchés par le retard de croissance ; il mène des campagnes de sensibilisation dans les médias de masse et à la radio ; et il utilise les subventions conditionnelles à travers son projet phare de protection sociale pour améliorer la prestation de services de santé et de nutrition. Le Rwanda procède également au renforcement de ses mécanismes visant à soumettre les autorités à tous les niveaux de l'administration publique à une obligation de résultats.
- L'Indonésie s'est fixé un objectif ambitieux pour réduire le retard de croissance — le ramener de **33 %** à **22 %** d'ici 2022. Le gouvernement s'y attèle en procédant à des réformes financières — notamment en matière de taxes sur le tabac — afin d'accroître ses recettes pour financer l'investissement dans le capital humain.

En juillet, j'ai visité Dakung, dans le centre de Lombok, en compagnie du vice-président Kalla. C'est l'un des **31 quartiers** où une nouvelle approche de la prestation des services essentiels de santé et d'éducation est en cours d'expérimentation. J'ai vu des « travailleurs du développement humain » évaluer la croissance des bébés en mesurant leur taille à l'aune de nattes, ce qui, ai-je appris, a permis à la communauté de prendre conscience des conséquences du retard de croissance. Ces travailleurs prodiguaient des conseils aux femmes enceintes et aux mères sur la nutrition et interagissaient avec les jeunes enfants dans le cadre d'un programme de développement de la petite enfance.

La Banque mondiale a participé à la conception de ce projet expérimental, et nous allons appuyer son expansion partout dans le pays. À l'échelle du gouvernement, l'Indonésie s'est engagée à investir **3,9 milliards de dollars** par an et à agir par le biais de **22 départements ministériels**.

Au début de cette année, le président Jokowi a déclaré :

« Nous parlons souvent de la richesse de nos ressources naturelles, mais nous avons tendance à négliger le fait que l'Indonésie possède un pouvoir important sous forme de ressources humaines. C'est vraiment le capital le plus important et le plus puissant en notre possession...développer le capital humain indonésien, c'est l'investissement qui nous permettra d'affronter l'avenir. »

Tournés vers cet avenir, tous les dirigeants ont plus d'outils que jamais pour participer à la construction du capital humain. En élevant les aspirations et en modifiant la nature du travail, la technologie rend encore plus urgent l'investissement dans l'humain. Mais elle nous donne aussi de nouveaux moyens d'améliorer les acquis en matière de santé et d'éducation.

Apprendre auprès des innovateurs partout dans le monde, j'en ai fait une priorité. Le mois dernier, je me suis rendu à deux reprises dans la Silicon Valley, et nous avons invité des champions de l'innovation ici à Bali pour montrer comment la technologie peut accélérer les progrès vers l'inclusion financière et l'amélioration du capital humain. Par exemple,

- L'application Mindspark utilise des millions de points de données provenant des tests des élèves pour déterminer les erreurs communes que commettent les enfants lorsqu'ils cherchent à résoudre des problèmes de mathématiques, et le programme conçoit des exercices pour corriger chaque élève. Cette plate-forme a permis à **80 000 élèves** en Inde d'améliorer leurs aptitudes en mathématiques et en hindi pour une fraction du coût de la scolarisation.
- Une startup de la santé numérique dénommée Babylon a développé une application pour mobile qui utilise l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique pour organiser des consultations virtuelles avec les médecins et les professionnels de la santé. Au Rwanda, plus de 2 millions de personnes utilisent cette application, soit environ **30 %** de la population du pays. Et au printemps dernier, Babylon a annoncé un partenariat avec WeChat en Chine, où **1 milliard d'utilisateurs** peuvent recevoir instantanément des conseils en matière de santé sur leurs téléphones mobiles.
- Il n'est pas simplement question de santé et d'éducation — il est aussi question d'emplois. Aujourd'hui, nous annonçons un nouveau partenariat avec Stripe, qui est ici à notre salon de l'innovation pour montrer comment sa technologie vient en aide à des millions de chefs d'entrepreneurs à travers le monde.

Ensemble, nous avons l'intention de mener une enquête auprès des entrepreneurs de plus de **100 pays** afin de mieux comprendre, *de manière ascendante*, le cadre législatif et réglementaire et les obstacles administratifs auxquels se heurtent les entreprises qui font des affaires sur Internet, et les politiques qui permettent à l'entrepreneuriat numérique de se développer. Nous allons finalement intégrer ces informations dans notre rapport *Doing Business*.

Même les pays les plus performants ne peuvent pas se permettre de relâcher leurs efforts pour ce qui est de développer le capital humain.

Singapour, le pays le plus proche de la limite maximale de l'indice du capital humain, continue d'améliorer son système éducatif pour enseigner les « compétences du XXI^e siècle » tels que la conscience de soi et la prise de décisions responsable, et de mettre l'accent sur l'éducation universelle des tout-petits.

Cette initiative s'appuie sur l'engagement pris par le Premier ministre Lee Hsien Loong de faire de la santé et de l'éducation des priorités nationales. Dans le discours qu'il a prononcé le jour de la fête nationale en 2017, le Premier ministre Lee a indiqué que l'objectif était de « construire notre avenir pour que les Singapouriens puissent avoir un bon départ, rester en bonne santé et vivre confortablement à tout âge. »

Les dirigeants du monde doivent adopter la même approche : investissez dans vos populations — avec un vif sentiment d'extrême urgence. L'innovation ne cessant de s'accélérer, il sera plus difficile de la rattraper. Chaque jour que vous passez sans développer le capital humain, votre économie et votre pays reculent et prennent de plus en plus du retard.

C'est la réalité économique de notre temps. C'est aussi une affaire qui me touche personnellement. Je suis née en Corée du Sud en 1959, lorsqu'elle était l'un des pays les plus pauvres de la planète. La Banque mondiale n'aurait jamais accordé à la Corée un prêt au taux d'intérêt le plus bas. Le taux d'alphabétisation du pays était d'environ **23 %**.

En 1962, la Corée a reçu son premier prêt de la Banque mondiale pour la construction d'un chemin de fer. Son deuxième prêt était destiné au financement de l'éducation. Et la Corée a continué d'investir dans l'éducation :

- Aux termes de la constitution et des lois du pays, l'enseignement primaire était obligatoire. En 1945, **54 %** des enfants coréens fréquentaient l'école primaire ; en 1959 cette proportion était de **96 %**.
- Dans les années 1960, la Corée a permis aux élèves d'entrer au premier cycle de l'enseignement secondaire sans passer d'examen ; en 1974, le gouvernement a appliqué une politique de normalisation du second cycle de l'enseignement secondaire.
- Le gouvernement coréen a élaboré un plan quinquennal pour l'enseignement des sciences et de la technologie dans les années 1960, parallèlement à son plan économique quinquennal. Il a fondé l'Institut supérieur coréen des sciences et plusieurs autres instituts de recherche financés par l'État.

Aujourd'hui, le taux d'alphabétisation en Corée du Sud est de près de **98 %** ; au cours des 37 dernières années, le PIB a été multiplié par **47**. L'investissement dans les hommes peut transformer des vies, des moyens de subsistance et la trajectoire de tout un pays s'il représente une priorité absolue.

Tout en nous efforçant d'alimenter la croissance économique, d'accélérer la réduction de la pauvreté et d'accroître le capital humain, nous ferions bien de garder présents à l'esprit les propos tenus par l'ancien président indonésien Sukarno il y a plus d'un demi-siècle.

En 1955, l'Indonésie a accueilli la conférence Asie-Afrique à Bandung — elle réunissait 29 pays nouvellement indépendants, qui représentaient environ la moitié de la population mondiale. Le président Sukarno a invité les dirigeants à ne pas se laisser guider par la peur, mais au contraire à :

« Se laisser guider par l'espoir et la détermination ; par des idéaux ; et oui, par le rêve. »

Notre rêve est celui d'un monde sans pauvreté, et nous n'avons jamais été aussi près de réaliser ce rêve. Mais aucun de nous ne peut échapper à la dure réalité de la crise du capital humain.

Les générations futures, nos petits-enfants et arrière-petits-enfants poseront les questions suivantes : qu'avez-vous fait lorsque vous avez *su* à quel point l'investissement dans le capital humain était crucial pour mon avenir, pour mon monde ?

Qu'avez-vous fait lorsque vous avez constaté qu'une santé et une éducation meilleures pouvaient changer des milliards de vies et le destin de tout un pays ?

- Avez-vous pris l'engagement de mettre un terme au retard de croissance ?
- Avez-vous amélioré l'apprentissage pour tous les enfants ?
- Avez-vous veillé à ce que tout le monde ait accès aux soins de santé et la chance de vivre longtemps et en bonne santé ?
- Avez-vous préparé les jeunes aux emplois du futur ?

Si nous ne faisons rien maintenant pour répondre à ces questions, je crains que les aspirations se muent en frustrations, et que de nombreux pays ne soient fragilisés, en proie aux conflits, à la violence, à l'extrémisme, et finalement à la migration. Eu égard à la montée rapide des aspirations, nous n'aurons pas que des Printemps arabes. Nous aurons des Printemps africains, des Printemps asiatiques, des Printemps latino-américains, et j'en passe.

Dirigeants du monde, en particulier chefs d'État et ministres des Finances : maintenant que nous savons à quel point ces investissements sont importants pour la productivité et la croissance économique, nous n'avons pas d'autre choix que d'agir — dans l'urgence, comme l'exige cette crise —, pas d'autre choix que d'investir dans nos populations.

Nous disposons des données. J'ai cité des exemples d'innovations aux effets transformateurs qui montrent comment certains pays ont réussi.

Et comme beaucoup d'entre vous le savent, j'ai passé le clair de ma vie d'adulte à fournir des soins médicaux et des enseignements complexes, à tous les niveaux, dans des régions comptant parmi les plus pauvres de la planète. Aujourd'hui, je suis ici pour vous dire que nous pouvons réussir. Et il se pourrait très bien que ce soit la chose la plus importante que vous puissiez faire pour préparer votre pays pour l'avenir — donner à chaque enfant, partout dans le monde, la possibilité de décrocher la lune.

###